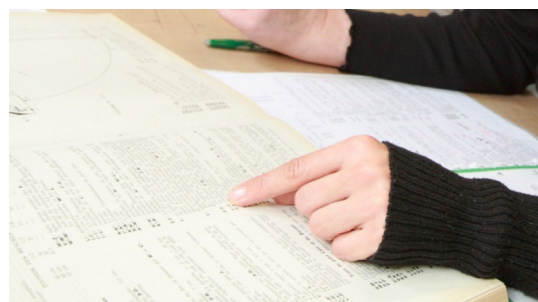


La
réforme
de

L'INSPECTION DU TRAVAIL



DOSSIER ALLIER



La réforme: Pourquoi?

De nouveaux enjeux

L'inspection du travail tient depuis plus d'un siècle en France un rôle majeur et indispensable de régulation sociale. Veillant à l'application des lois du travail, elle promeut le dialogue social et répond quotidiennement aux demandes des salariés et des entreprises. Aujourd'hui, de nouveaux enjeux apparaissent, dans un contexte de mutation accélérée des modes de production. L'inspection doit appréhender de nouvelles situations de travail, en raison d'une évolution des modes d'organisation, du développement de la précarité sous diverses formes, mais également d'une complexité grandissante des pratiques des entreprises. Les risques professionnels évoluent eux aussi, avec le maintien des risques traditionnels, et l'apparition de nouveaux risques parfois plus complexes car non visibles, et nécessitant des technicités particulières.

L'inspection du travail est aujourd'hui forte

d'agents professionnels et motivés, mais doit également agir face à ces enjeux nouveaux de façon plus collective et organisée.

Vers une meilleure organisation et une mutualisation des forces


Notre système d'inspection du travail peut augmenter sa capacité à analyser les évolutions du monde du travail, à percevoir ses dérives, à apporter des réponses globalisées, et non plus seulement individuelles. Les problématiques telles que le risque amiante, les chutes de hauteur, ou encore les prestations de service internationales illicites doivent être appréhendées à tous les niveaux, et par une mutualisation des capacités d'actions. La politique du travail peut ainsi allier actions individuelles et collectives, sur le territoire et dans les entreprises, jusqu'au niveau national, voire européen.

DIRECCTE
AUVERGNE

Cité administrative - 2 Rue Pélissier - Bât. P

CS 30158 - 63034 Clermont-Ferrand 04.73.43.14.14

www.auvergne.direccte.gouv.fr - mars 2015



Le projet de restructuration de l'Inspection du Travail a été présenté en septembre 2012 par Michel Sapin, alors ministre du Travail. En Auvergne, la réforme de l'inspection du travail est mise en œuvre par l'arrêté 2014/32 du 15 décembre 2014.

La réforme: Comment?

Une nouvelle organisation territoriale permettant une action plus collective

La nouvelle organisation de l'Inspection du Travail permet de renforcer l'approche collective de ses missions. Dans ce contexte, des **Unités de Contrôle** (UC) ont été créées, afin de favoriser un travail d'équipe, pilotées par un Responsable d'Unité de Contrôle (RUC). Chaque Unité de Contrôle peut regrouper 6 à 12 agents de contrôle. Chacun a la responsabilité d'un territoire cohérent nommé « Section », à caractère généraliste ou « à dominante » (dédié à l'agriculture, au transport ou à des branches industrielles spécifiques). En Auvergne, 6 Unités de Contrôle ont vu le jour.

L'Inspection du Travail en Auvergne c'est aujourd'hui:

3 UC dans le Puy-de-Dôme
7 à 8 sections par UC

1 UC dans l'Allier
11 sections

1 UC dans le Cantal
6 sections

1 UC dans la Haute-Loire
8 sections

1 section = 1 agent de contrôle

Une optimisation des compétences

Par le passé, l'Inspection du Travail était composée d'un tiers d'inspecteurs du travail (agents de Catégorie A, disposant de pouvoirs étendus), et de deux tiers de contrôleurs du travail (Agents de Catégorie B, intervenant principalement dans les entreprises de moins de 50 salariés). La réforme prévoit qu'elle sera constituée à terme en totalité d'inspecteurs du travail. Un plan de transformation des emplois de contrôleurs en inspecteurs est prévu sur une dizaine d'années, offrant la possibilité aux contrôleurs qui le souhaitent de passer un concours professionnel leur permettant d'évoluer vers le statut d'inspecteur.

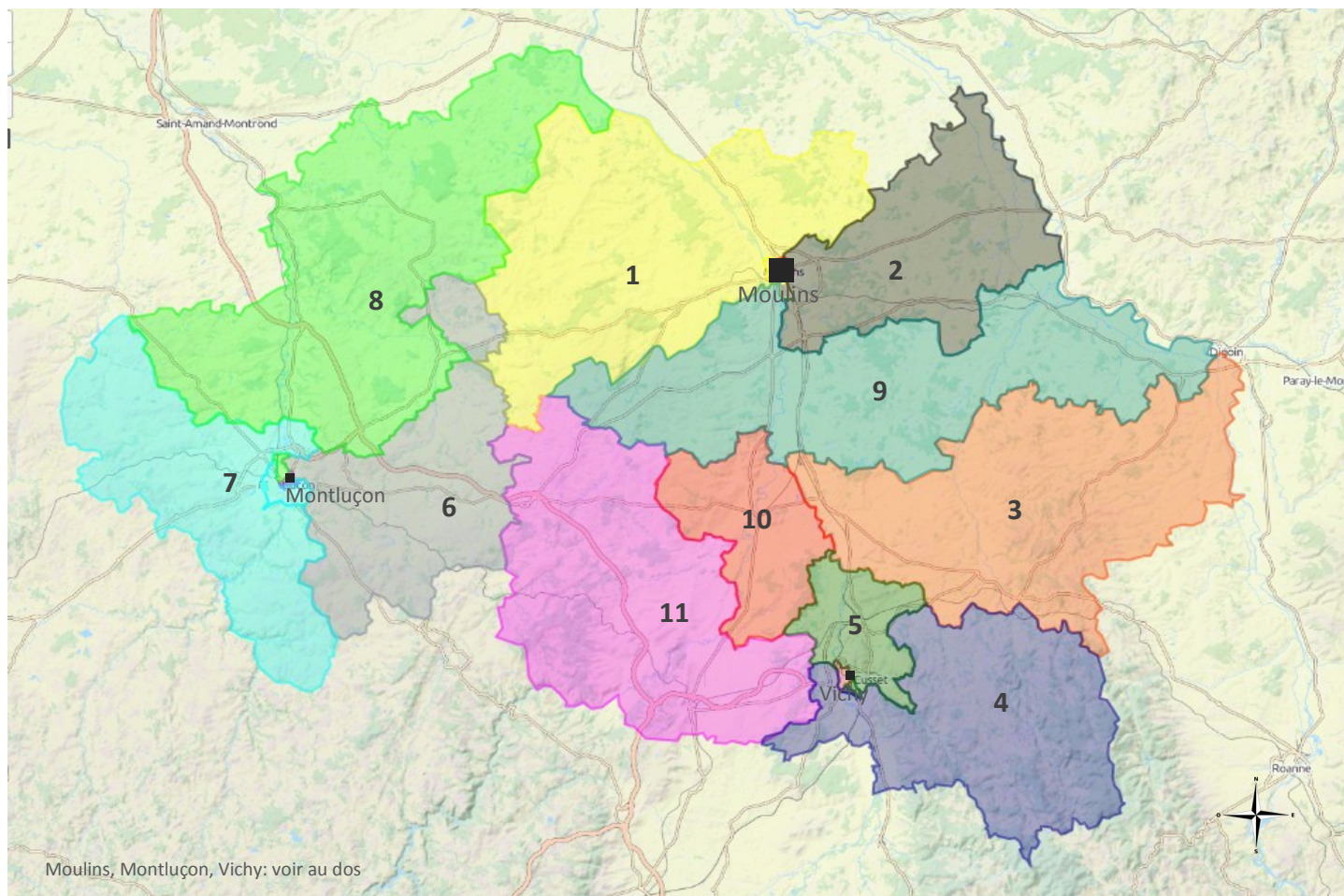
Des risques ciblés

Au niveau régional, dans l'optique de répondre à des problématiques spécifiques, une Unité Régionale d'Appui et de Contrôle contre le Travail Illégal a été créée (URACTI). Trois agents sont affectés dans cette Unité en Auvergne. Leur rôle sera d'apporter un appui sur cette thématique, mais également d'effectuer des contrôles.

Un réseau de risques particuliers est également mis en place. En effet, certains secteurs, comme le secteur bois ou le secteur médico-social, nécessitent des interventions particulières. Ainsi, ce réseau est en cours de constitution sur ces deux thèmes. Par ailleurs, un thème est imposé au niveau national, celui de l'amiante, qui n'est pas inconnu des services d'inspection de la région qui sont collectivement organisés autour de cette problématique depuis plusieurs années.

Au niveau national, une UNAC (Unité Nationale d'Appui et de Contrôle) a été constituée. Cinq agents ont, dans un premier temps, sous la responsabilité d'un directeur de la Direction Générale du Travail, la mission d'apporter leur expertise sur des affaires complexes, inter-régionales voire nationales, se rapportant au travail illégal et aux fraudes aux prestations de service internationales. Cette unité est également dotée de pouvoirs de contrôle, et voit son champ d'actions élargi.

Les sections d'inspection dans le département de l'Allier



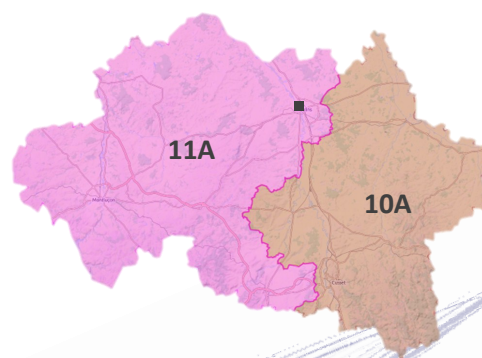
1 Unité de Contrôle (UC)

11 Sections d'Inspection du Travail

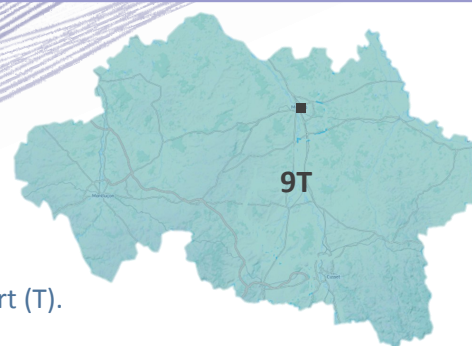
Responsable d'Unité de Contrôle: Estelle PARAYRE

- Section 1: Denis GALLET
- Section 2: Dominique ARCANGER
- Section 3: Maryse ZELLNER
- Section 4: Sandrine BOCQUET
- Section 5: Jean-Daniel BOCCIARELLI
- Section 6: Laëticia MINOT
- Section 7: Philippe DELPLANQUE
- Section 8: Yves WEIMENS
- Section 9T: Marie-Noëlle DUFOUR
- Section 10A: Vanessa RAYNAUD
- Section 11A: Nicolas GUY

2 Sections à dominante agriculture



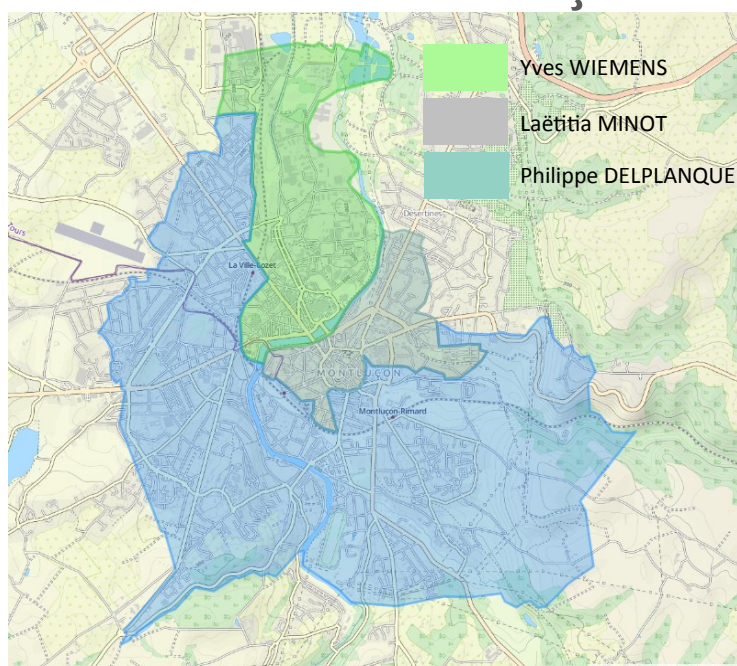
1 Section à dominante transport



Les agents référencés par une lettre et un chiffre sont à la fois affectés dans une section généraliste et dans une section « à dominante » agriculture (A) ou transport (T).



Montluçon



Pour plus de précisions sur les délimitations des sections d'inspection, les cartes sont disponibles en ligne sur:

Découpage sections généralistes:

<http://u.osmfr.org/m/26042/>

Découpage agriculture:

<http://u.osmfr.org/m/30115/>

CONTACTS

Unité Territoriale de l'Allier:

12 Rue de la Fraternité
03000 Moulins

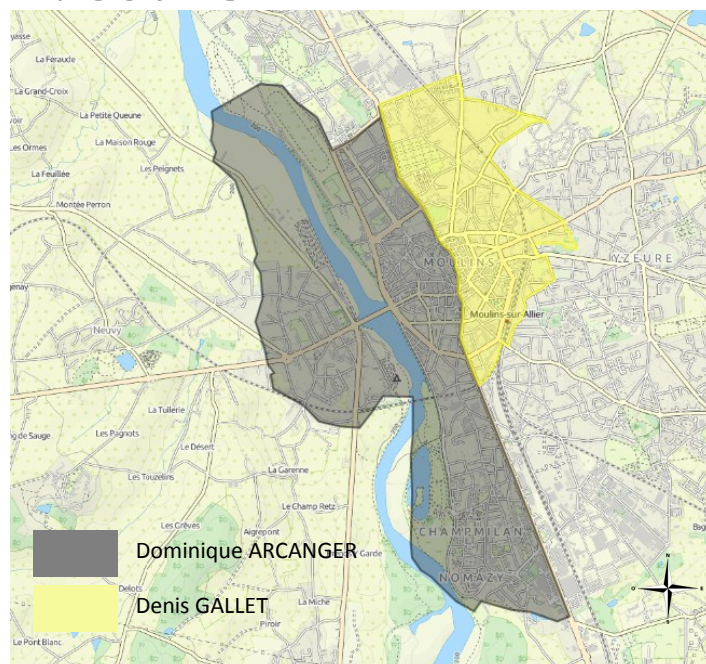
Unité de Contrôle:

Site de Moulins: **04.70.48.18.02**

Site de Montluçon: **04.70.08.22.90**

auver-ut03.uc1@direccte.gouv.fr

Moulins



Vichy

